

Le troisième amendement visait à empêcher la disparition des médicaments génériques d'ordonnance qui seraient lancés sur le marché après le dépôt du projet de loi en juin 1986.

Ce sont là les trois seules choses que nous avons demandées. Nous avons écouté Harvie Andre s'exclamer avec grand désarroi que nous détruisions le projet de loi et qu'on devrait littéralement faire sauter le Sénat parce que nous avions essayé d'inclure dans ce projet de loi—un projet de loi que nous n'appuyions pas en théorie—des garanties contre le genre de projet de loi dont nous sommes saisis aujourd'hui. Autrement dit, comme nous le craignons, un projet de loi qui favorise l'explosion des prix des médicaments d'ordonnance.

Je voudrais dire ceci à mon cher ami, le sénateur Cogger: J'espère que votre santé est bonne et que vous n'aurez jamais à acheter des médicaments d'ordonnance et à constater à quel point leur prix a monté. Ceux d'entre nous qui achètent parfois ce genre de médicaments et cela, depuis un certain temps déjà—et c'est mon cas—ont vu les prix monter. Je dois dire que vous auriez vous aussi du mal à les absorber.

Le Conseil d'examen du prix des médicaments n'a pas de pouvoir. Il a eu plusieurs mois pour s'établir, mais il ne fonctionne toujours pas. Oui, le commissaire aux brevets parcourt le pays, mais il ne parle pas du prix des médicaments. A en juger par les quelques propos que nous a rapportés le sénateur Cogger et par ce que j'ai pu lire, il s'intéresse surtout au domaine de la recherche universitaire.

J'estime que ce côté-ci du Sénat—tout au moins—a vraiment fait tout son possible pour éviter les problèmes mêmes qui nous assaillent maintenant. Nous les avons prévus. Ils sont là et ils sont bien réels.

La motion du sénateur Bonnell va peut-être encourager ce grand protecteur, soit le Conseil d'examen du prix des médicaments, à faire le travail qu'il devrait faire, mais qu'il ne fait pas encore parce qu'il n'est pas encore établi. Même si cela embarrasse le gouvernement, j'ose espérer que l'autre côté va reconnaître le rôle important que jouent les médicaments dans l'explosion des coûts des soins médicaux au Canada et appuyer la motion qui a été si bien présentée par notre distingué collègue, le sénateur Bonnell.

L'honorable Joseph-Philippe Guay: Honorables sénateurs, je voudrais poser une question au sénateur Cogger. Il semble très familiarisé avec l'étude menée par Peat Marwick. Peut-il nous dire entre quelle date et quelle date cette étude a été menée? Serait-il possible d'en avoir une copie?

● (1500)

Le sénateur Cogger: Je ne faisais que consulter un communiqué, un résumé de l'étude en question. Toutefois, je me ferai un plaisir de vous procurer l'original. Cette étude porte sur une période de six mois et elle sera rendue sous peu au 1^{er} mai ou au 1^{er} juin.

Le sénateur Guay: Pourriez-vous en profiter pour me dire qui a commandé et payé cette étude?

Le sénateur Cogger: Elle a été faite à la demande de l'Association canadienne de l'industrie du médicament qui en a assumé les coûts.

Le sénateur Buckwold: L'Association canadienne de l'industrie du médicament.

[Le sénateur Buckwold.]

L'honorable Stanley Haidasz: Puisque j'ai déjà parlé du projet de loi S-15, je n'ai pas le droit de faire de discours, mais je profite de l'occasion pour poser deux questions au sénateur Cogger.

Pourrait-il expliquer davantage la réponse qu'il a donnée au sénateur Guay? Cette étude de Peat Marwick a-t-elle été effectuée pour l'Association canadienne de l'industrie du médicament ou pour certaines compagnies pharmaceutiques?

Le sénateur Cogger: Je croyais avoir répondu à cette question tout à l'heure. Elle a été faite par l'Association canadienne de l'industrie du médicament.

Le sénateur Haidasz: Je suis heureux d'apprendre que le premier ministre se rendra à Montréal demain pour inaugurer un service quelconque à Merck.

Puisque le gouvernement fédéral distribue des millions de dollars pratiquement au premier venu depuis quelques mois, peut-être parce qu'il se lancera dans une campagne électorale plus tard cette année, le sénateur Cogger pourrait-il me dire si le premier ministre annoncera demain que des sommes seront mises de côté pour aider les 20 p. 100 des Canadiens qui n'ont aucune forme d'assurance-médicaments? Le sénateur peut-il nous dire si c'est le cas? Pourrait-il insister auprès du premier ministre au cas où celui-ci refuserait?

Le sénateur Frith: Bien sûr qu'il le fera!

Le sénateur Cogger: Le sénateur Haidasz sait fort bien que je ne peux répondre à la place du premier ministre. Si j'avais su qu'on me poserait de pareilles questions, je m'en serais tenu à ma recherche. Toutefois, je vais trouver cette étude pour la gouverne du sénateur Guay. Quant à l'autre série de questions qu'on m'a posées, je trouve inconvenant que quelqu'un au Sénat laisse planer des doutes sur la réputation d'un cabinet, qu'il s'agisse de Peat Marwick ou d'un autre, parce que ce cabinet a été payé. Le monde est plein d'experts-conseils...

Une voix: Et d'avocats!

Le sénateur Cogger: ... et je ne pense pas convenable de prétendre que du fait que les intéressés vendent leurs services et effectuent des recherches, ces dernières—ou leur résultat—sont moins bonnes, moins exactes.

Le sénateur Stewart: J'ai une brève question.

Le sénateur Cogger trouve-t-il étrange qu'une étude effectuée à la demande de l'Association canadienne de l'industrie du médicament, durant une période établie par l'Association, donne justement le résultat que l'Association souhaitait? Vous établissez la période et agissez exactement comme si...

Le sénateur Perrault: Une heureuse coïncidence!

Le sénateur Stewart: ... vous souhaitez que les résultats paraissent. Bien entendu, les experts-conseils établissent un rapport fiable qui montre qu'ils ont brossé un tableau exact de la situation. En tant qu'avocat, est-ce que cela vous étonne?

Le sénateur Cogger: Là encore, cela revient au même genre d'affirmation que je viens juste de faire. Pourquoi le sénateur présume-t-il du genre de résultats? Est-il certain de cela ou est-ce simplement des suppositions? Vous n'en savez rien, sénateur.

Le sénateur Stewart: Non...

Le sénateur Doody: Bien entendu qu'il le sait!